

Union bancaire

Le Parlement devrait voter sur les accords provisoires sur des modifications à apporter à la directive sur les exigences de fonds propres (CRD) et au règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) lors de la session plénière d'avril II. La CRD et le CRR mettent en place le cadre prudentiel du corpus réglementaire unique bancaire de l'Union. En 2021, la Commission a présenté un ensemble de deux propositions étroitement liées visant à modifier le CRR et la CRD. L'objectif de cet ensemble de propositions est double: i) mettre en œuvre les dispositions finales de l'accord de Bâle; et ii) améliorer l'harmonisation de la surveillance bancaire dans l'Union.

Contexte

Les exigences prudentielles de capital - ou «[fonds propres](#)» - sont essentielles pour prévenir les défaillances bancaires. Ces exigences sont calibrées pour chaque catégorie d'actifs selon une pondération du risque: plus le risque est grand, plus la pondération est élevée. Les pondérations par catégorie d'actifs sont «normalisées» et déterminées par l'autorité de surveillance pour l'ensemble des banques. Une banque peut également choisir d'utiliser un «modèle interne» pour déterminer ses propres pondérations. Ce modèle interne doit être approuvé par l'autorité de surveillance. Les régulateurs ont observé des écarts entre les pondérations normalisées et celles des modèles internes, qu'ils ont jugées excessives en moyenne. Le [Comité de Bâle](#), principale enceinte de coordination des réglementations (à l'origine des «accords de Bâle»), a [décidé](#) de prendre des mesures coordonnées pour réduire ces divergences.

Proposition de la Commission européenne

La principale innovation de la proposition de la Commission consiste à introduire, pour les banques utilisant un modèle interne, une limite inférieure pour les exigences de fonds propres — le «plancher de fonds propres». Cette limite est établie à 72,5 % du montant obtenu avec une approche normalisée. Une période de transition de six ans est prévue. Dans l'évaluation des risques, la proposition de la Commission tient également compte des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Elle vise également à harmoniser le «[cadre de la compétence et de l'honorabilité](#)» pour la nomination des membres de la direction, qui, selon la Commission, «repose essentiellement sur des principes» et n'est pas suffisamment détaillé.

Position du Parlement européen

Les rapports de la commission des affaires économiques et monétaires (ECON) du Parlement soutiennent l'ensemble de propositions de la Commission. Le [rapport](#) sur les modifications apportées au CRR proroge de quatre années au maximum la limite de la dérogation, et précise que les montants d'exposition pondérés devraient être calculés sur base consolidée pour le groupe. Le [rapport](#) de la commission ECON sur les modifications apportées à la CRD indique que la spécificité des risques environnementaux liés au climat «impose notamment de gérer ces risques pendant une période d'au moins dix ans» et que les banques déclarent leur exposition aux crypto-actifs. Le Parlement a également demandé que les personnes inaptes soient exclues des conseils d'administration des grandes banques.

Des accords politiques provisoires sur les deux propositions ont été conclus entre les négociateurs du Conseil et du Parlement en juin 2023. Ils conservent les grandes lignes de la proposition de la Commission et la plupart des amendements de la commission ECON. Le «plancher de fonds propres» serait appliqué au niveau de l'entité et pleinement mis en œuvre au terme d'une période transitoire. Lors de l'évaluation de la valeur des sûretés, les banques tiendront désormais compte des risques ESG. La publication d'informations concernant les expositions aux crypto-actifs sera obligatoire.



Rapports en première lecture: [2021/342\(COD\)](#) et [2021/0342\(COD\)](#); commission compétente au fond: ECON; Rapporteur: Jonás Fernandez (S&D, Espagne). Pour en savoir plus, consultez notre [briefing](#) «Législation européenne en marche» sur le sujet (en anglais).

[Conclusions de la conférence sur l'avenir de l'Europe](#): cette proposition présente un intérêt pour la proposition 12, mesure 4.

